

entraver le don de soi aux déshérités et aux abandonnés. Où trouveriez-vous le personnel lui-même nécessaire à tant de détresses ? Pour ne parler que de l'enseignement, vous n'ignorez pas que le recrutement des instituteurs et des institutrices devient chaque jour plus laborieux dans plusieurs départements, et que beaucoup de vos écoles officielles sont menacées de manquer de titulaires ? Où trouveriez-vous des ressources pour faire vivre ces nouveaux fonctionnaires et leur famille ; pour construire de nouvelles écoles, de nouveaux hospices, puisque ceux que vous fermeriez retourneraient, vous le savez, à leurs légitimes propriétaires ? Le budget de la France ne vous le permet pas ; les communes et les contribuables déjà écrasés vous demandent grâce. C'est donc sans dédommagement possible, dans la plupart des cas, que vous enlèveriez au peuple ses serviteurs et ses servantes, que vous détruiriez ce service gratuit de l'ignorance, de la pauvreté et de la douleur ; de plus, en dehors de cette intime clientèle, il est autour de toute maison religieuse, même la moins mêlée aux œuvres extérieures, une classe particulièrement intéressante d'industriels, de commerçants, d'ouvriers, dont elle est une ressource, parfois la principale, et que vous feriez disparaître.

Toutefois, si multiples et si graves que soient ici les intérêts privés, ils y sont dominés par l'intérêt national également en jeu dans la décision que vous allez prendre. L'influence de la France dans le monde entier, et particulièrement en Orient, a pour principal agent nos congrégations religieuses. Personne aujourd'hui ne saurait le contester sérieusement. Aussi, jusqu'à ces derniers temps, les hommes les plus éminents du parti